

# Jean-Dominique Giuliani: "Il faut aider les agriculteurs, ils le méritent"

Derniers jours de vacances à Pietracorbara, dans le Cap Corse, pour ce spécialiste des questions européennes. Economie, Grèce, migrants, agriculteurs : l'occasion d'un tour d'horizon des questions d'actualité.

Il a choisi les hauteurs de Pietracorbara pour surplomber la mer. Mais c'est la mer qui le domine. Issu d'une famille de marins Caporcorsins, il voit la vie en bleu où qu'il se trouve, et si ses activités l'entraînent autour de la planète, c'est dans une antique maison en pierres sauvée de la ruine et magnifiquement restaurée, qu'il a repris racine.

Spécialiste des questions européennes, ancien Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert Schuman, ancien directeur de cabinet du président du Sénat René Monory, ancien conseiller de Raymond Barre, est l'auteur de nombreux ouvrages, dont "Atlas permanent de l'Union européenne et "Un européen très pressé".

Pour Corse-Matin, il passe l'actualité à la loupe sans perdre de vue le rivage : il vient de fonder avec quelques amis la Fédération de la mer, une vraie passion. Rencontre avec un européen empressé et dernier "Rendez-vous de l'été", dans l'établissement du même nom à Pietracorbara.

**Quelle issue pour la Grèce? Alexis Tsipras est-il réellement de taille à faire face aux enjeux du moment?**

C'est une inconnue. Il a surgi dans le paysage politique grec parce que l'ensemble de la classe politique a été déconsidéré depuis plusieurs années. Ce sont les grandes familles qui donnent, depuis longtemps, ses dirigeants à la Grèce, mais aucun des deux grands camps, le centre-gauche et le centre-droit, n'a été capable de construire un Etat qui fonctionne un minimum. La Grèce est très loin des standards européens, son histoire est assez tourmentée, parsemée de faillites, d'échecs et d'épisodes violents. Tsipras est apparu comme un homme neuf, il a une grande marge de manœuvre car il s'est fait élire contre une politique dite d'austérité et de rigueur qui est quand même nécessaire. Il faut remettre les choses en ordre, et il va l'appliquer de manière encore plus sévère. C'est, je pense, la dernière chance de la Grèce. S'il parvient à le faire, il démontrera qu'il a les capacités d'un véritable homme d'Etat.

**Quel est le scénario le plus optimiste qui permettrait à la Grèce de sortir de cette situation?**

Tsipras gagne les élections, il élargit sa majorité, un consensus politique se crée pour l'aide des Européens qui, à ce moment-là, je pense, accepterait de diminuer une partie de la dette. Avec d'autres dirigeants comme Yanis Varoufakis, ce n'était pas pensable. Je rejetait toutes les règles en faisant des pieds de nez aux Européens, en attaquant l'Europe. On ne mord pas la main qui vous nourrit. Or, la Grèce vit sous perfusion.

**A l'inverse, quel serait le scénario du pire?**

Le pire serait que la politique l'emporte, que les Grecs se disputent autour des solutions à appliquer. Ce serait alors le désordre politique avec des promesses qui ne seraient pas tenues par rapport à leurs partenaires qui ont mis la main à la poche. La France en termes de garanties, de prêts bilatéraux, multilatéraux, s'est engagée pour 50 milliards d'euros. Si le désordre continue, les Français poseront, à un moment ou un autre, des questions à leur gouvernement.

**Que représentent ces aides pour chaque Français?**

Pour l'instant, elles ne coûtent rien à titre individuel. Si tout échouait, s'il fallait rembourser les prêts consentis à la Grèce, cela représenterait 200 euros par Français. Mais il y a peu de chance que ça arrive.

**Il semble que l'attitude d'Angela Merkel s'assoupisse?**

Je ne partage pas l'opinion répandue par certains milieux en France contre l'Allemagne et je m'inquiète d'ailleurs des propos germanophobes, ils ont conduit dans le passé à des situations que plus personne ne veut connaître. Les Allemands sont attachés aux règles et on les dit rigides, mais en réalité, ils acceptent de partager beaucoup plus facilement que nous leurs richesses et leur prospérité, fruits de leurs efforts dans la durée. Ce n'est pas toujours l'esprit français. Les Allemands sont très solidaires de l'Europe car elle constitue pour eux, en quelque sorte, la seule chance de revenir dans

l'histoire après la Deuxième Guerre mondiale. Donc, ils jouent vraiment le jeu. Depuis que l'Allemagne est membre de l'Union, elle a payé à l'Europe un excédent de 300 milliards d'euros par rapport à ce qu'elle en a reçu. Ce n'est pas le cas de la France!

**Quel regard portez-vous sur la question des migrations? Comment gérer ces flux de population?**

L'Europe vit une vague d'émigration sans précédent depuis le deuxième conflit mondial durant lequel on a assisté à des transferts de population massifs. Ce phénomène est la conjonction de deux choses: contrairement à notre sentiment aujourd'hui, l'Europe est une des régions où on vit le mieux dans le monde. Nous sommes riches et surtout riches d'un modèle social solidaire et généreux. La protection sociale, la santé, c'est un tiers de notre richesse annuelle, 33% du PIB. Tous les continents, toutes les régions qui nous entourent, veulent du modèle social européen, dans lequel le modèle social français - que nous partageons d'ailleurs avec les Allemands, contrairement à ce qu'on dit en France, car ils ont contribué à l'inventer au XIX<sup>e</sup> - est très attirant.

**Et parallèlement à cette migration économique, les demandeurs d'asile affluent...**

La multiplication des conflits à nos frontières, c'est très nouveau. En Syrie, au Moyen Orient, en Irak, en Afghanistan, toute l'Asie est perturbée par des conflits très graves que l'on ne parvient pas à endiguer et on peut ajouter l'Ukraine et la Russie. La pression migratoire est multipliée par les gens qui fuient ces conflits. Parmi ces émigrés, il y a notamment des familles de Syriens, ingénieurs, enseignants, des gens formés qui veulent mettre leurs enfants à l'abri. On ne peut pas le leur reprocher. On peut rajouter également l'Erythrée, le Soudan, les pays qui subissent des régimes dictatoriaux. En Erythrée, le service militaire est obligatoire et à vie. L'Etat décide de tout et les gens veulent échapper à une dictature horrible.

**Le moteur de l'émigration est double. Autrement dit, pas de solution unique?**

Les migrations économiques doivent être régulées en accord avec les pays d'origine, il n'est pas normal par exemple, d'aider les pays Africains s'ils laissent partir leurs populations. Il faut se montrer plus sévère en privilégiant des conditions humaines. Quant à l'émigration de réfugiés, manifestement, les Etats membres européens ne veulent pas répondre ensemble à ce défi, donc on fait n'importe quoi et ce déferlement en masse aux frontières entraîne des réactions plus ou moins violentes.

**Comment a-t-on pu laisser l'Italie faire face seule à ces afflux de migrants?**

Par manque d'esprit européen. Angela Merkel a réagi très vigoureusement. Elle a déclaré récemment que "l'Europe sera jugée par l'histoire". François Hollande a fini par rejoindre son analyse. Il faut savoir accueillir ces émigrés dans le respect, bien sûr, des droits des gens qui vivent sur le territoire. Si on ne le fait pas ensemble, ce sera la panique. C'est ce qui s'est passé à Menton.

**Les pays comme la France n'ont pas anti-**



A rebours des idées reçues, Jean-Dominique Giuliani dresse un constat lucide sur l'Europe et plaide pour un meilleur soutien des agriculteurs.

**clp ce phénomène, facteur de stress pour les populations locales.**

Je perçois beaucoup d'instrumentalisation politique dans tout ça. Certains réclament la fermeture des frontières, ce qui est totalement illusoire. Le syndicat des Douanes vient de le dire, on n'a pas les moyens de contrôler les frontières. En revanche, on a les moyens collectivement d'organiser ces migrations, de passer des accords avec les pays concernés, de mettre en place une répartition plus équitable des émigrés.

**Quelles solutions la France peut-elle mettre en œuvre?**

La France n'est pas en première ligne malgré ce qu'on pense. Malgré Calais et ce qui s'est passé à Menton, c'est l'Allemagne qui est en première ligne, elle attend cette année 800 000 réfugiés. Pendant la guerre des Balkans, elle a accueilli autant de gens du Kosovo, de Bosnie, elle l'a fait d'une manière assez généreuse. On ne peut pas laisser l'Italie, la Hongrie, la Bulgarie isolées.

**Même problème pour l'afflux des populations Roms...**

Là encore, nous avons les moyens de le régler mais comme personne ne veut le faire ensemble, on a sous le périphérique, à Paris, des camps de Roms inacceptables et les citoyens Français ont raison de ne pas les tolérer. Si la France et l'Allemagne montrent l'exemple, les Britanniques suivront, les pays du Benelux aussi. Et c'est la réponse aux extrémistes: montrer que tous les Etats de gauche ou de droite acceptent de travailler en commun sur ces questions. Il faut être plus ferme, montrer qu'on traite le problème. Les Français ont le senti-

ment qu'on ne le traite pas.

**En effet, et on a surtout le sentiment d'un manque d'anticipation sur tous ces sujets...**

Oui, je ne veux pas être provocateur, mais ce sont des problèmes de riches, nous ne sommes pas du côté des réfugiés. Il y a des gens qui souffrent chez nous, on ne peut pas le contester, mais nous sommes globalement privilégiés. Si on veut bien rebondir dans ce monde qui change à toute vitesse, très compétitif, parfois inquiétant, il faut faire appel à notre ressort moral, penser à nos enfants et petits-enfants. Quand je parle d'Europe, je vois bien qu'on ne peut plus en parler comme avant.

**Mais les Français ne sont plus très riches!**

Ils sont moins riches mais quand je voyage en Ukraine, en Russie, dans les Balkans, je me dis que nous sommes bien mieux lotis.

**Les anciens modèles avaient peut-être dit le bon?**

Peut-être mais on n'y peut rien. Toute l'histoire de notre pays est ainsi: On a connu la gloire napoléonienne, la défaite, puis à la fin du siècle, un peu en retard par rapport aux autres, une révolution industrielle extraordinaire, on a tout inventé. Mais face au mouvement de mondialisation, nous sommes un peu en retard. Comme dit un proverbe Allemand: "Heureux comme Dieu en France"! On ne veut pas lâcher ce qu'on a car on ne sait pas de quoi sera fait demain! En réalité, nous avons plein de ressorts intellectuels, politiques, moraux, économiques, je suis donc très optimiste pour mon pays et pour l'Europe. On va rebondir, à la faveur de circonstances, il

faudra qu'il y ait des hommes et des femmes capables de mobiliser les gens. Mais je suis persuadé que ça va arriver.

**Êtes-vous aussi optimiste dans le domaine de l'agriculture? Selon la FNSEA, il faudrait investir trois milliards d'euros en trois ans pour que l'agriculture française redevenue compétitive.**

Que sont trois milliards d'euros, à l'aune du budget français et du PIB qui est de 2 000 milliards d'euros par an? Il faut faire un effort, l'agriculture est une des richesses de la France et de la Corse, car les agriculteurs partagent des valeurs fondamentales, l'attachement à la terre, cette notion du temps pour produire des choses de qualité. Je ne suis pas choqué quand on répond aux demandes des agriculteurs - ils le méritent, c'est une des professions qui a le plus évolué au cours des trente dernières années.

**Cependant, selon la FNSEA, 10% des agriculteurs sont au bord du dépôt de bilan...**

Dans les années 50, plus de 20% de notre richesse provenait de l'agriculture, aujourd'hui, c'est 3%. Les agriculteurs ont accepté une mutation que d'autres secteurs de la société n'ont pas acceptée. Il faut donc savoir les aider, nous sommes très généreux avec eux, l'agriculture française est la première à bénéficier de la politique agricole commune. L'Europe verse chaque année des milliards d'euros mais ça ne me choque pas, car il faut accompagner les mutations, c'est le rôle des collectivités publiques.

**Les jeunes agriculteurs corse, eux, ont dû brandir les fourches pour dénoncer des distorsions dans les aides européennes...**

Ils doivent être aidés comme tous les jeunes agriculteurs si, à la sortie, il y a un produit de qualité qu'on commercialise. Et c'est le cas en Corse. J'ai fait des conférences dans la Manche au moment où la FDSEA se réunissait pour lancer tous les mouvements de protestation. J'ai parlé d'Europe avec eux et ça s'est bien passé car ils savent très bien et mieux que d'autres français ce que l'Europe leur apporte. Ils veulent que leurs dirigeants nationaux aient conscience de cette priorité, d'autant que notre industrie est malade, que notre commerce souffre.

**Quel avenir pour les produits corse à l'échelle de l'Europe?**

Ceux dont l'origine est connue et peu à peu reconnue, ont un grand avenir. Désormais, en Europe et dans les sociétés développées comme aux Etats-Unis, au-delà de la mode du bio, on recherche la vraie qualité. Les produits du terroir ont un grand avenir, c'est une opportunité économique extraordinaire pour la Corse.

**Que pèse la Corse en Europe?**

L'Europe, c'est un système fédéral dont on n'a pas l'habitude en France. Toutes les politiques européennes sont basées sur l'aide aux territoires: il y a des zonages, des aides à la restructuration, à la compensation. Dans un grand ensemble comme l'Europe, les territoires ont peut-être plus de chances que dans un Etat centralisé traditionnel, de trouver une solidarité, et cela est valable pour les plus petits territoires.

**Mais la Corse est-elle suffisamment représentée?**

Les régions françaises qui ont des bureaux de représentation bien structurés se défendent mieux que les autres. Il y a peut-être un bureau de représentation pour la Corse, je ne l'ai jamais rencontré, mais je vais y renvoyer. Il faudrait que de bons professionnels des politiques européennes expliquent très directement comment ça se passe sur le terrain.

## "L'Europe ne jouera jamais le jeu des dissidences régionales"

**La Catalogne sur le chemin de l'indépendance... Quel regard sur les prochaines élections en septembre ?**

Il y a un phénomène nouveau en Europe, les régions riches ne veulent plus payer pour les autres, c'est le cas de la Catalogne, du nord de l'Italie, c'est le cas des Flamands pour les Wallons, et un peu aussi des

Écossais pour le reste du Royaume-Uni. On n'est pas dans le même cas que chez nous. Mais je regarde cela

avec un grand scepticisme. Au-delà de la petite musique identitaire, sympathique, à laquelle on peut adhérer, si on commence à se replier sur une région, un village, c'est une balkanisation qui fera que, finalement, la solidarité sera moins forte.

**Mais la Catalogne interpelle par son dynamisme...**

C'est vrai, c'est la région la plus dynamique d'Espagne, mais cela ne lui donne pas le

droit d'être indépendante. On peut avoir plus d'autonomie mais l'Europe ne jouera jamais le jeu des dissidences régionales. Elle privilégie toujours la solidarité avec les régions, notamment les plus pauvres. La Catalogne est représentée à Bruxelles, elle a

même obtenu du gouvernement Espagnol que les textes soient traduits en Catalan mais ça n'a pas apporté grand-chose à la solution des problèmes.

## Union des îles de Méditerranée : du concret

**Des nouvelles de l'union des îles de Méditerranée lancée par Nicolas Sarkozy ? Ou en est-on ? Faut-il l'activer ?**

Le travail se poursuit sur des projets concrets mais on en parle moins. Toute le nord de la Méditerranée est équipée de stations d'épuration, ce n'était pas le cas de la rive sud. L'équipement de toutes les stations d'épuration en Égypte, en Tunisie, au Moyen-Orient est financé par l'UE. Il y a une série de programmes complets, mais ça ne fait pas la

une de l'actualité. La Banque européenne d'investissement intervient désormais à travers des prêts, des aides mais tout cela est lié à la situation, très difficile, de ces pays. On est passé des grandes déclarations au concret. Evidemment, on aimerait plus de symbolique, d'unité politiques, on bute sur la géopolitique, mais on peut dire que le projet d'Union pour la Méditerranée, relancé à grand bruit, a quand même connu un nouvel élan. Je suis d'ailleurs très frappé de voir combien les Allemands sont présents aujourd'hui, en Méditerranée.

**Bruxelles devenue, dit-on, plateforme du trafic**

**des armes de guerre, ça la fiche plutôt mal ?**

C'est un Etat qui ne fonctionne pas comme le nôtre. Et c'est un bon exemple de ce qu'on dit sans précédemment : les Etats multitemporaux, multiconcessionnels, c'est très bien, mais il y a un moment où il faut quand même garder les moyens d'assurer la sécurité des citoyens, des services publics en Belgique, l'état de la capitale belge... les Français ne les accepteraient pas!

Ce n'est pas au niveau des frontières qu'il faut lutter contre les trafics, car c'est ailleurs, sur place, que ça se passe et la France a un atout extraordinaire, son armée, sa marine qui lui permettent d'être présente partout. Nous sommes avec les Britanniques, les seuls en Europe à être capables d'intervenir au Mali, et on prévient ainsi l'immigration de milliers de réfugiés, on préserve un Etat qui fonctionne sous perfusion. En Libye, c'est beaucoup plus difficile mais cela fait partie des choses qu'il faut savoir faire et la France sait le faire. Nos troupes sur le terrain font un travail formidable avec des moyens limités.

H.R.



**Nous sommes avec les Britanniques, les seuls en Europe à être capables d'intervenir au Mali, et on prévient ainsi l'immigration de milliers de réfugiés, on préserve un Etat qui ne fonctionne sous perfusion...** / PHOTO O.B.

## "La mer est l'avenir de la planète"

**Quels sont les objectifs de la Fondation pour la mer dont vous êtes cofondateur ?**

Nous avons lancé cette fondation fin juin, avec quelques amis et l'accord des plus hautes autorités : une Fondation pour la mer, à l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde. On se donne deux ans pour réunir un capital. Nous voudrions aider la recherche car 90 % du fond des océans ne sont pas cartographiés, 95 % des espèces maritimes ne sont pas connues, et dans le même temps, 80 % du commerce mondial passe par la mer.

En Mer de Chine ou ailleurs, on voit bien l'importance de la mer sur le plan stratégique. Nous avons la meilleure marine d'Europe et deux tiers de la planète terre c'est de l'eau, on devrait s'appeler la mer, pas la terre. Je pense à la Corse, au Cap Corse, la mer est une opportuni-

té extraordinaire que l'on n'exploite pas assez. C'est ma passion et c'est l'avenir de la planète. Je dirais que la terre est bleue.

Il faut protéger les espèces maritimes mais aussi les exploiter intelligemment, les connaître, les découvrir et on va s'apercevoir notamment que la France a la deuxième zone économique exclusive du monde, 11 millions de km<sup>2</sup> autour de tous ces territoires, elle est présente dans tous les océans.

Nous envisageons de faire un tour du monde en bateau en ne s'arrêtant que dans les eaux françaises.

**Font partie de cette fondation présidée par Aude Bézeaux, des navigateurs célèbres, des scientifiques, le CNRS, des compagnies maritimes et, entre autres, des représentants de l'industrie maritime**